

Droit Administratif

44^e année

Sous la direction de :

Jean-Bernard AUBY, Professeur à l'Université de Paris-II, Directeur
du Juris-Classeur Administratif

Comité de rédaction :

Michel BAZEX, Professeur de droit public à l'Université de Nanterre-Paris-X
Paul LIGNIÈRES, Avocat à la Cour (Linklaters)

Martine LOMBARD, Professeur à l'Université Panthéon-Assas-Paris-II

Alain MÉNÉMÉNIS, Conseiller d'État, Professeur associé à l'Université Paris-XII



N° 3 - MARS 2005

Alertes 5 à 7
Études 4 et 5
Commentaires 30 à 45
Pratiques 3

Domaine public

4 Domaine public et taxes foncières

Observations après les dernières modifications législatives
Étude par Ludovic AYRAULT, Professeur de droit public
à l'Université d'Auvergne (p. 7)

Même si des exonérations très larges s'appliquent, le domaine public est en principe imposable aux taxes foncières. Lorsque les dépendances domaniales font l'objet d'autorisations d'occupation constitutives de droits réels, les redevables des taxes foncières seront les titulaires de ces autorisations. La valorisation actuelle du domaine public crée une tension dans le sens de sa soumission plus large à l'impôt.

Urbanisme

5 Contrats et urbanisme réglementaire : les obstacles juridiques

Étude par Pierre-Laurent FRIER,
Professeur à l'Université Paris I,
Panthéon-Sorbonne (p. 13)

Marchés

36 Les marchés des sociétés d'économie mixte et l'exception de l'in house

Commentaire par Antoine ALONSO
GARCIA et Amélie MAILLARD,
Avocats à la Cour (p. 23)

Notamment ce mois-ci

Repère

> 3 Le projet de directive sur les services (p. 3)

par Jean-Bernard AUBY

Commentaires

> 30 Procédure administrative non contentieuse

Le champ d'application de l'obligation d'accuser réception des demandes et d'indiquer les délais de recours (p. 16)

par Philippe PROOT,
Avocat au Barreau de Paris

> 33 Concurrence

La prise en considération de la règle de concurrence dans la tarification des services publics (p. 19)

par Michel BAZEX et Sophie BLAZY

> 34 Contrats

La publication des avis de publicité peut être faite dans le BOAMP (p. 22)

par Alain MÉNÉMÉNIS

> 37 Marchés

Les marchés des sociétés d'économie mixte concessionnaires d'autoroutes (p. 24)

par Alain MÉNÉMÉNIS

> 43 Services publics et régulations

L'articulation entre les pouvoirs du CSA et ceux du Conseil d'État (p. 31)

par Martine LOMBARD

> 44 Services publics et régulations

Le contrôle de la cour d'appel de Paris sur les décisions de l'ART (p. 33)

par Marc SÉNAC DE MONSEMBERNARD,
Avocat à la Cour

> 45 Urbanisme

Non-indemnisation des servitudes créées par les plans de prévention des risques naturels (p. 34)

par Jean-Grégoire MAHINGA,
Docteur en droit

Pratiques

> 3 La nouvelle directive marchés publics a-t-elle modifié le régime applicable aux emprunts ? (p. 37)

par Paul LIGNIÈRES

Sommaire

REPÈRE (page 3)
 • Le projet de directive sur les services n° 3

ALERTES (page 4) n° 5 à 7

ÉTUDE (page 6)
 • Domaine public et taxes foncières n° 4
 • Contrats et urbanisme réglementaire : les obstacles juridiques n° 5

COMMENTAIRES

ACTE ADMINISTRATIF ET PROCÉDURE ADMINISTRATIVE NON CONTENTIEUSE (page 16)
 • Procédure administrative non contentieuse
 Le champ d'application de l'obligation d'accuser réception des demandes et d'indiquer les délais de recours - Philippe Proot n° 30

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES (page 17)
 • Coopération locale
 Un syndicat mixte ne peut pas adhérer à un autre syndicat mixte - Note CE n° 31
 • Finances locales
 La péréquation financière entre collectivités territoriales n° 32

CONCURRENCE (page 19)
 • Application du droit de la concurrence aux activités publiques
 La prise en considération de la règle de concurrence dans la tarification des services publics - Michel Bazex et Sophie Blazy n° 33

CONTRATS (page 22)
 • Délégations de service public
 La publication des avis de publicité peut être faite dans le BOAMP - Alain Ménéménis n° 34
 • Délégations de service public
 Les conditions de prolongation de la durée d'une délégation de service public n° 35

• **Marchés**
 Les marchés des sociétés d'économie mixte et exception de l'*in house* - Antoine Alonso Garcia et Amélie Mailliard n° 36
 • **Marchés**
 Les marchés des sociétés d'économie mixte concessionnaires d'autoroutes - Alain Ménéménis n° 37

DOMAINE (page 26)
 • **Domaine public**
 La théorie de la domanialité publique par anticipation n° 38

ENVIRONNEMENT (page 27)
 • **Installations classées**
 Loi de 1976 et installations antérieures n° 39

PROCÉDURE (page 27)
 • **Référé**
 Quand l'Administration ignore les décisions de suspension - Note CE n° 40
 • **Voies de recours**
 Recours en révision : les conditions de recevabilité de l'intervenant - Note CE n° 41

RESPONSABILITÉ (page 29)
 • **Responsabilité du fait des conventions internationales**
 Un cas dans lequel la responsabilité de l'État est retenue n° 42

SERVICES PUBLICS ET RÉGULATION (page 31)
 • **Agences de régulation**
 L'articulation entre les pouvoirs du CSA et ceux du Conseil d'État - Martine Lombard n° 43
 • **Agences de régulation**
 Le contrôle de la cour d'appel de Paris sur les décisions de l'ART - Marc Sénac de Monsebernard n° 44

URBANISME (page 34)
 • **Non-indemnisation des servitudes**
 Non-indemnisation des servitudes créées par les plans de prévention des risques naturels - Jean-Grégoire Mahinga n° 45

PRATIQUES (page 37)
 • La nouvelle directive marchés publics a-t-elle modifié le régime applicable aux emprunts ? n° 3

La rédaction attire l'attention plus particulière des lecteurs sur l'importance des articles dont le titre est précédé d'un filet. Les arrêts portant la mention « Note CE » sont annotés par Emmanuel Glaser, commissaire du gouvernement près le Conseil d'État.

Index

Acte administratif
 Accusé de réception comm. 30
 Ordonnance alerte 5
Autorité administrative indépendante
 Autorité de régulation des télécommunications comm. 44
 Conseil supérieur de l'audiovisuel comm. 43
Collectivités territoriales
 Actes alerte 6
 Coopération locale comm. 31
 Finances locales comm. 32
Concurrence
 Aide publique alerte 7

Application du droit de la concurrence aux activités publiques comm. 33
Contrat
 Société d'économie mixte comm. 37
Délégation de service public
 Durée comm. 35
 Passation comm. 34
Domaine
 Domaine public étude 4, comm. 38
Environnement
 Installations classées comm. 39
Marché public
 Droit communautaire comm. 36, prat. 3

Police
 Activités économiques repère 3
Procédure
 Recours en révision comm. 41
Référé
 Référé-suspension comm. 40
Responsabilité
 Du fait des traités comm. 42
Urbanisme
 Recours étude 5
 Servitude comm. 45

Cette revue comporte un encart Codes bleus Litec